

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 31 mars 2009

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 22

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes ANTOINE - HERZHAUSER - PATRICOLA - DILLER - FLORI – CUSUMANO - ANDRE (arrivée au cours du point n°5)

M. PERRET - BRABLE - KAUFFER - VINCENT - TISON OMINETTI - QUINIO - CORTINA (arrivé au cours du point n°2) – Conseillers.

Absent : M. LORANG

Date d'envoi de la convocation : 26 mars 2009

Secrétaire de séance : Madame FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation du compte rendu du 4 février 2009
2. Vote du Compte Administratif 2008
3. Approbation du Compte de Gestion 2008
4. Affectation du résultat 2008
5. Vote du taux des 3 taxes
6. Vote du Budget Primitif 2009
7. Réalisation d'un emprunt
8. Modification du tableau des effectifs
9. Associations : demandes de subventions
10. Participation de la commune au voyage à Bruxelles – Ecole Bernard Rabas.
11. Adhésion au PACTE AMENAGEMENT 2009-2011
12. Application du dispositif du plan de relance de l'économie relatif au FCTVA
13. Logements communaux
 - a. Location appartement communal (rectification DCM du 4 février dernier)
 - b. Fixation du montant de provisions pour charges
14. Menuiseries de l'école Arc en Ciel
 - a. Résultat de l'appel d'offre.
 - b. Demande de subvention à l'ADEME

15. Ateliers municipaux : contrat de fourniture de gaz naturel
16. Modification des tarifs de la bibliothèque
17. Chemin du Longeau : acceptation Offre de concours
18. Délégué au Syndicat de Voirie de Metz Centre
19. Commission locale d'évaluation des transferts de charges : désignation du représentant de la commune.
20. Aménagement des Jardins familiaux
 - a. Demande de subvention au Conseil Général
 - b. Demande de subvention au Conseil Régional
 - c. Demande de subvention au FEDER
 - d. Demande de subvention à la Fondation de France
 - e. Demande de subvention à l'Agence de Bassin Rhin Meuse
21. Achat de terrains
22. Création d'une servitude de passage sur terrain privé
23. Participation pour non réalisation d'aire de stationnement (réactualisation) : décision à intervenir.
24. Navette TCRM – rotation supplémentaire
25. Droit de Préemption Urbain
26. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement – 2007
27. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers.
28. Rapport d'activité 2007 de la CA2M
29. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 4 FEVRIER 2009

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 4 février 2009 est approuvé.

2) VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2008

Rapporteur : Monsieur le Maire – M. NICOLAY

Monsieur le Maire rappelle que chaque membre a été destinataire du compte administratif 2008 de la commune, des résultats budgétaires de 2008 et du résultat d'exécution du budget 2008 prélevés dans le compte de gestion afin de constater la concordance des écritures.

Puis il donne lecture et commente les résultats :

Section de fonctionnement

- Dépenses : 1 890 298.50 €
- Recettes : 2 144 521.64 €

Excédent de fonctionnement : 254 223.14 €

Section d'investissement

- Dépenses : 447 792.05 €
- Recettes : 444 827.00 €

Déficit d'investissement : 2 965.05 €

Monsieur le Maire quitte la salle et ne prend pas part au vote.

Monsieur NICOLAY demande au Conseil de bien vouloir se prononcer sur l'approbation de ce document présenté par M. le Maire

Le **Conseil Municipal**, sous la présidence de M. NICOLAY

approuve le Compte Administratif 2008.

Adopté à l'unanimité

3) APPROBATION DU COMPTE DE GESTION

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le résultat d'exécution du Budget 2008 s'établit comme suit :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2007	Part affectée à l'investissement	Résultat exercice 2008	Résultat clôture 2008
Investissement	646,71		-3 611,76	-2 965,05
Fonctionnement	252 009,90	213 727,29	218 905,58	257 188,19
Total	252 656,61	213 727,29	215 293,82	254 223,14

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **approuve** le Compte de Gestion 2008 établis par le trésorier Principal après avoir constaté la concordance de ses écritures avec celles du compte administratif.

Adopté à l'unanimité.

4) AFFECTATION DU RESULTAT 2008

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à statuer sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2008 d'un montant de 257 188.19 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** d'affecter le résultat de fonctionnement 2008 comme suit :

- ❖ Section d'Investissement (compte 1068 au BP 2009) : 122 000 €
- ❖ Section de Fonctionnement (compte 002 du BP 2009) : 135 188 €

Adopté à l'unanimité.

5) VOTE DU TAUX DES 3 TAXES

Rapporteur: Monsieur le Maire

Monsieur le Maire précise que 3 débats ont eu lieu les 10, 17 et 24 mars en réunions de bureau. Les $\frac{3}{4}$ des conseillers ont participé à la réunion du 17 mars dont le seul point à l'ordre du jour était le budget primitif 2009.

Monsieur le Maire attire l'attention du Conseil sur l'importance des investissements inscrits au Budget Primitif : 1 563 000 €. Ce chiffre est nettement plus élevé que les autres années en raison du report de deux investissements : le Parc de l'Archyre et la vélo route qui devaient être réalisés en 2008. Pour des raisons techniques ceci n'a pas été possible. Les investissements supplémentaires inscrits sont le réaménagement de la place de l'Europe et la sécurisation de la rue de l'Abbé Roget avec l'enfouissement des réseaux. Ces deux investissements devaient être jumelés afin de bénéficier de façon optimale des subventions du PACTE 57 du Département.

D'autres investissements moins importants mais assez significatifs sont également prévus: le chemin du Longeau, les fenêtres de l'école maternelle Arc en Ciel et les jardins familiaux.

Réduire le montant des investissements pourrait être envisagé compte tenu de la crise. Toutefois, si l'ensemble des collectivités locales agissait de la sorte, ceci serait de nature à rendre la situation économique générale encore plus grave et à avoir un effet néfaste sur le chômage. La plupart des gouvernements cherchent au contraire, à juste titre, à stimuler l'investissement.

Il sera impossible pour des raisons financières de réaliser l'ensemble du programme en 2009 et une partie ne sera effective qu'en 2010, voire début 2011 si nécessaire.

La crise actuelle permet d'espérer de bons appels d'offres et ceci constitue un facteur favorable. Il ne faut donc pas les différer. Par contre, il existe plusieurs facteurs défavorables, essentiellement le doute qui plane sur les subventions départementales relatives à la vélo route. Par ailleurs, le Ministère de l'Intérieur tarde à répondre en ce qui concerne le parc de l'Archyre et la place de l'Europe.

Enfin, la réforme de la taxe professionnelle fait craindre une baisse des ressources de la CA2M en 2010 qui pourrait avoir des conséquences sur la dotation de compensation et la dotation de solidarité communautaire puisque ces dotations sont basées sur nos anciennes recettes de taxe professionnelle. Il est de notre devoir de ne pas faire abstraction de ces risques.

Le niveau de notre endettement est très satisfaisant par rapport à d'autres communes (400 € par habitant à Scy-Chazelles, 600 € en moyenne dans les communes équivalentes). Ceci nous laisse une marge qui est toutefois moindre que ce que l'on pourrait croire en raison de la faiblesse de notre fonds de roulement et des capacités d'autofinancement. Une augmentation significative des annuités de remboursement grèverait encore davantage ces capacités et constituerait une menace pour l'avenir.

De plus quoiqu'on dise, améliorer les services à la population (une crèche sera sans doute réalisée), embellir la commune, sécuriser nos rues sont des actions nécessaires mais elles ont un coût qui ne peut que nécessiter une petite hausse de l'imposition.

Il propose donc d'augmenter de façon modérée le taux des impôts locaux :

- 1% d'augmentation pour la taxe d'habitation et le foncier non bâti
- 2% d'augmentation pour le foncier bâti

Cette augmentation est volontairement faible en raison de la prise en compte de la hausse des bases, de l'augmentation des impôts départementaux et de la création de la taxe additionnelle de la CA2M. Elle n'aura aucune influence bénéfique sur le court terme mais deviendra significative et bénéfique pour les finances communales sur le moyen et le long terme.

Il rappelle aux conseillers que la décision qui relève de leur seule compétence n'entraînera qu'une augmentation de 3 € par foyer et par an pour la taxe d'habitation pour une famille sans enfant dans l'hypothèse d'une valeur locative moyenne. Le coût sera encore réduit de 20% pour une famille de 2 enfants. Le coût de cette hausse sera de 4 € pour la taxe foncière, toujours pour une valeur locative moyenne.

Monsieur le Maire propose ensuite un tour de table pour recueillir l'avis des différents conseillers.

→ **Mme PALUCCI** approuve cette proposition d'augmentation.

→ **M. QUINIO** désapprouve cette augmentation et expose les raisons de son choix. Il la trouve déjà très inopportune compte tenu de la crise que nous connaissons et des difficultés de nombreux ménages. La hausse du chômage sera ressentie également dans notre commune. Elle conduira en raison de la hausse des bases nationales, de la hausse des taux du Département et de la taxe additionnelle de la CA2M à une augmentation excessive par rapport aux salaires qui stagnent. **En effet, le taux global d'augmentation de la taxe d'habitation, compte tenu de l'augmentation proposée, se situerait en moyenne à + 10,40 % et le taux d'augmentation du foncier bâti à + 11,13% alors que l'inflation 2009 n'est prévue qu' autour de 2% seulement.**

Il rappelle que 50 % de sigéo-castellois ont des niveaux de revenus qui leur permettent d'accéder à un logement social et donc qu'un grand nombre d'habitants peuvent souffrir de ces hausses.

En outre, il précise que l'endettement très satisfaisant de notre commune, avec un montant de 400 € par habitant contre 600 € en moyenne pour des communes équivalentes, et la possibilité de faire appel à l'emprunt favorisé par la baisse des taux pourrait permettre de faire une pose en 2009 et de ne pas augmenter les impôts d'autant plus que les recettes supplémentaires perçues ne seront que de 0,68 % du budget communal (soit environ 11 000 €) et donc minimes par rapport à l'importance des investissements estimés à 1 563 000 €.

Il propose, si vraiment il fallait faire un effort, de conserver éventuellement l'augmentation de la hausse de la taxe foncière et de renoncer à la hausse de la taxe d'habitation.

→ **Mmes CUSUMANO et DILLER** se prononcent en faveur de la hausse.

→ **M. NICOLAY** désapprouve la position de M. QUINIO. Certes, la situation économique générale est grave et conduit à une certaine précarité. Néanmoins cette précarité ne date pas d'aujourd'hui. Elle existait déjà incontestablement lors de notre prise de fonction en 1995. Il considère que l'augmentation des taux, si elle reste minime par rapport aux investissements, a une influence significative sur le financement des charges financières nouvelles induites par les emprunts. Par ailleurs, il fait remarquer que les ratios financiers communiqués par la Trésorerie ne sont pas à négliger. Enfin, l'importance des investissements a au moins le mérite de fournir du travail à ceux qui sont susceptibles d'en manquer.

→ **M. DHIOS** est favorable à la hausse.

→ **M. NAVROT** rappelle les heures passées sur la préparation de ce budget et les débats approfondis qui ont eu lieu. L'augmentation des taux communaux lui semble la solution la plus sage et la plus raisonnable car elle reste modérée. Il attire l'attention sur le fait que certains propriétaires ont de faibles revenus et qu'il n'y a pas que la taxe d'habitation à prendre en considération. Etre propriétaire ne signifie pas automatiquement qu'il est possible de supporter facilement toutes les hausses.

→ **M. PERRET, KAUFFER et TISON, VINCENT, Mmes FLORI et PATRICOLA** sont également favorables aux propositions du Maire. M. TISON précise qu'il faut savoir faire des choix malgré la crise et les décisions prises sont claires. Il y a nécessité dans l'intérêt général à maintenir un certain niveau d'investissement.

→ **Mmes GAUGIN, ANTOINE et HERZHAUSER, M. OMINETTI** se déclarent à leur tour favorables.

→ **M. BRABLE** attire également l'attention sur la situation de certains propriétaires à faibles revenus. Il rappelle que l'impôt, même s'il est désagréable, traduit une participation de l'ensemble des sigéo-castellois à la vie de la commune.

→ **M. CORTINA** considère que les arguments de M. QUINIO sont pertinents mais que la relance par l'investissement n'est pas la seule solution mais celle dont tout le monde se fait l'écho. Il a une parfaite connaissance des actions mises en œuvre dans l'industrie où d'autres mesures sont appliquées pour affronter cette crise. N'ayant pas participé aux réunions de travail sur ce sujet, il préfère s'abstenir.

→ **Mmes MAHIEU et ANDRE** sont également favorables à la hausse des taux.

Monsieur le Maire fait remarquer qu'effectivement nous avons à plusieurs reprises augmenté davantage la taxe foncière que la taxe d'habitation car la taxe foncière avait un certain retard par rapport à la taxe d'habitation et par rapport à ce qui est pratiqué dans la plupart des autres communes où le taux de la taxe

foncière est supérieur à celui de la taxe d'habitation. Mais, il est évident que, à l'avenir, ce différentiel d'augmentation aura beaucoup moins de raison d'être et qu'il serait bon de tendre à un traitement équivalent des deux taux.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de voter les taux des contributions directes comme suit :

▪ Taxe d'habitation :	12.06 %	soit un écart 08/09	⇒ 1.01 %
▪ Taxe Foncier Bâti :	10.50 %	soit un écart 08/09	⇒ 2.04 %
▪ Taxe Foncier non Bâti :	45.69 %	soit un écart 08/09	⇒ 0.99%

Adopté par 20 voix pour
1 voix contre (M. QUINIO)
1 abstention (M. CORTINA)

6) VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2009

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire commente en détail les postes importants. Il précise notamment que l'augmentation des taux communaux que le Conseil vient d'approuver rapportera un peu moins de 11 000 € (taxe d'habitation et taxe foncière) incombant essentiellement aux foyers disposant des logements les plus importants, beaucoup moins aux foyers disposant des logements plus modestes. Il attire l'attention des conseillers sur le fait qu'une exonération de taxes de 19 500 € figure au budget en faveur des revenus les plus faibles. Il y a donc une forme de redistribution qui s'effectue de cette façon.

Madame MAHIEU ajoute, par exemple, que les titulaires du RMI sont exemptés du paiement des impôts locaux.

Le Budget Primitif 2009 s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de :

- 1 676 274 € pour la section de Fonctionnement
- 1 563 966 € pour la section d'Investissement

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **vote** le Budget Primitif 2009 qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de :

- 1 676 274 € pour la section de Fonctionnement
- 1 563 966 € pour la section d'Investissement

Adopté à l'unanimité moins 1 voix contre (M. QUINIO)

7) REALISATION D'UN EMPRUNT

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part des propositions qui sont parvenues en Mairie en vue de la réalisation d'un emprunt de 350 000 € sur 15 ans.

	Taux fixe	Taux variable	Frais
Crédit Mutuel	4,80 (trimestriel)	EURIBOR 3 mois + 1, soit $1,602 + 1 = 2,6$ EURIBOR 12 mois + 1 soit $1,901 + 1 = 2,9$	Ø
Caisse d'Epargne	4,35 (annuel) 4,32 (trimestriel)	EURIBOR 3 mois + 1,4 soit $1,58 + 1,4 = 2,48$	0,10 %
Crédit Agricole	4,72 (annuel) 4,64 (trimestriel)	EURIBOR 3 mois + 1,15 soit $1,70 + 1,15 = 2,85$ EURIBOR 3 mois : CAPE 1 taux 3,86 – plafond 4,86	0,10

Il précise que la conversion des taux variables en taux fixes est gratuite quelle que soit la société choisie. De plus, la Commune n'augmentera pas ses charges annuelles de remboursement, 2 prêts étant échus cette année.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de contracter :

1 emprunt de 175 000 € au Crédit Mutuel : EURIBOR 3 mois + 1

1 emprunt de 175 000 € au Crédit Agricole : EURIBOR 3 mois CAPE 1.

Adopté à l'unanimité.

8) MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe le Conseil de la fin du contrat avenir de Mlle DJENDLI début avril. Considérant que Mlle DJENDLI a, depuis deux ans, rempli ses fonctions d'animateur et d'agent d'entretien de façon plus que satisfaisante, et que cette dernière possède son BAFA, il a été décidé d'embaucher définitivement Mlle DJENDLI à raison de 26 h par semaine à l'accueil périscolaire en tant qu'adjoint d'animation 2^{ème} classe stagiaire.

Le ménage des ateliers municipaux effectué par Mlle DJENDLI sera confié à Mme ROUILLON, qui effectue depuis début janvier, l'entretien d'une partie des locaux de l'école primaire. Son contrat de 6 mois (allant jusqu'à début juillet) de 15 h / semaine passera à 23 h /sem.

Suite au départ dans le courant de l'année annoncé par M. CHEVALIER, Monsieur le Maire propose de créer un poste d'animateur (catégorie B) avec les diplômes requis par la fonction publique qui prendra en charge la direction et la gestion administrative (facturation, déclaration CAF, projets etc...). Une annonce sera passée prochainement au Centre de Gestion.

Monsieur CHEVALIER assurera l'intérim jusqu'à ce que le poste soit pourvu (on peut considérer que la date butoir soit la rentrée de septembre) et dans la mesure où il ne demandera pas de mutation auparavant.

M. NAVROT demande que cette personne ne soit embauchée qu'après le départ de M. CHEVALIER. Cela reste toutefois difficile à maîtriser, M. CHEVALIER n'ayant pas encore trouvé de poste et le futur embauché ayant un préavis à donner. Mais le maximum sera fait dans ce sens.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

décide de modifier le tableau des effectifs comme suit :

<i>GRADE</i>	<i>Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs</i>	<i>Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs</i>	<i>Nbre d'agents en fonction</i>
Directeur Général des services	1	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	1	1	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	4	4	3
Brigadier Chef Principal	0	0	0
Brigadier	1	1	1
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	3	3	3
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 15 heures	2	2	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe non titulaire emploi occasionnel	4	4	4
Adjoint du Patrimoine 2 ^{ème} classe	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	3	4	3
Animateur	0	1	0
Agent spécialisé 1 ^{ère} cl. des écoles maternelles	3	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	4	4	2
Contrat d'avenir	1	1	1
TOTAL	34	36	29

Adopté à l'unanimité.

9 A) DEMANDE DE SUBVENTION – AMICALE DU PERSONNEL COMMUNAL

Rapporteur : Madame GAUGIN

Mme GAUGIN informe le conseil municipal du dépôt du dossier complet de demande de subvention de l'Amicale du personnel communal (bilan 2008 et budget prévisionnel 2009). Elle précise que l'Amicale souhaite que soit reconduite la subvention de 3500 € accordée l'an passé et précise que cette dernière entreprendra l'organisation du feu de la saint Jean le samedi 20 juin prochain en collaboration avec le tennis club ainsi qu'un loto le 10 octobre prochain.

Monsieur le Maire précise que cette subvention se substitue en quelque sorte à un comité d'entreprise qui serait beaucoup plus coûteux.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accorde une subvention de 3 500 € à l'Amicale du Personnel communal.

Adopté à l'unanimité.

9 B) DEMANDE DE SUBVENTION – ATELIERS MUSICAUX

Rapporteur : Madame GAUGIN

Les Ateliers Musicaux de Scy-Chazelles, dont le dossier est complet, sollicite une subvention de 1 000 €.

Divers projets devraient voir le jour cette année comme :

- Le Concert de nouvel An
- Participation au bi centenaire du village
- Présentation d'instruments aux élèves
- Audition des élèves

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accorde une subvention de 1 000 € aux Ateliers Musicaux

Adopté à l'unanimité.

9 C) DEMANDE DE SUBVENTION – NATUR&CIE

Rapporteur : Madame GAUGIN

Mme GAUGIN informe l'Assemblée qu'une nouvelle association a vu le jour à Scy-Chazelles dénommée Natur&Cie. Cette association a pour objectif de créer en 2010 un festival de photos nature ouvert à tous les autres domaines d'expression artistique, sous forme d'expositions, de conférences, d'ateliers, de publications, de concours etc. D'autres manifestations sur le même thème pourront voir le jour et permettre ainsi au festival d'évoluer tous les ans.

Le premier festival est prévu du 13 au 16 mai 2010.

Dans l'immédiat, une première exposition photographique est organisée à l'Espace Liberté les 25 et 26 avril prochains. Monsieur Stéphane VITZTHUM, plusieurs fois primé dans divers festivals comme Montier en Der, exposera donc une partie de ses réalisations.

L'argent issu des dons, cotisations, ventes, entrées d'exposition etc. sera intégralement injecté dans les festivals ou dans d'autres manifestations. Afin de pouvoir mettre en place cette manifestation d'envergure, l'association sollicite une aide de 2 000€ pour cette année.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'octroyer la somme de 2 000 € à l'association Natur&Cie

Adopté à l'unanimité.

9 D) DEMANDE DE SUBVENTION – AMITIES SIGEO CASTELLOISES

Rapporteur : Madame GAUGIN

Au vu du dossier déposé par les Amitiés Sigéo-castelloises (anciennement appelé Club des Seniors), Mme GAUGIN informe l'assemblée qu'une subvention de 2 750 euros est demandée afin d'organiser comme chaque année la Fête de la Vigne (2 000 €) et le feu d'artifice tiré la veille (750€)

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'octroyer la somme de 2 750 €. aux Amitiés Sigéo-castelloises pour l'organisation de la Fête de la Vigne et du feu d'artifice.

Adopté à l'unanimité.

10) PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU VOYAGE A BRUXELLES – ECOLE B. RABAS

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE rappelle à l'Assemblée que, comme cela avait été précisé, lors du vote des crédits scolaires 2008/2009, la commune ne verserait plus la part des crédits périscolaires sur le compte des écoles (à la demande de l'éducation nationale) mais prendrait directement en charge les factures. Elle précise que dans ces crédits étaient comptés les entrées piscine, maître nageur et bus, les classes transplantées, les sorties diverses (musées etc.) etc.

Un voyage est prévu à Bruxelles les 14 et 15 mai prochain avec un effectif prévu de 51 participants dont 44 payants (accompagnateurs compris). Coût du voyage 5632 €. Ce prix comprend le transport, l'hébergement en pension complète, la réservation et entrées des musées et monuments qui seront visités. Une partie de ce coût a été pris en charge par les parents (2200€) et par l'école (1584€). Il est demandé à la commune de prendre à son compte le solde d'un montant de 1848 €. Ce qui correspond à 42 € par enfant.

M. le Maire rappelle que ces subventions sont versées en lieu et place des anciens crédits périscolaires et ne constituent pas une dépense supplémentaire.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à régler la facture d'un montant de 1848 € qui correspond au solde du voyage organisé par l'école primaire Bernard Rabas à Bruxelles.

Adopté à l'unanimité.

11) ADHESION AU PACTE AMENAGEMENT 2009 - 2011

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que depuis le début d'année, un nouveau dispositif d'aides aux communes a été mis en place par le conseil Général à l'instar du SACR, appelé PACTE 57 (Programme d'Aide aux communes et aux territoires mosellans).

Il regroupe trois types de contrats cumulables :

- Contrat Aménagement
- Contrat Environnement
- Contrat Patrimoine

PACTE AMENAGEMENT

C'est un dispositif unique pour toutes les collectivités mosellanes. Il est passé sur 3 ans : 2009 – 2010 – 2011.

Sont éligibles :

- Les études de faisabilité et de programmation d'un nouvel équipement
- Les études-diagnostic préalables à des programmes de travaux type : « accessibilité » ou « diagnostic énergétique de patrimoine mobilier »
- Les études et documents d'urbanisme : révision lourde de POS, carte communale, PLU.
- Les travaux relatifs aux bâtiments communaux ou intercommunaux (école, cantine, crèche, hôtel communautaire, mairie, ateliers...)
- L'aménagement d'espaces publics (place, rue, traverse, entrée de ville, voirie...)
- Les travaux relatifs aux équipements socioculturels, sportifs ou de loisirs (city-stade, foyer, pistes cyclables, piscines, stades...)
- Les aménagements de zones d'activités existantes

Les collectivités disposent d'une dotation garantie qui pourra être affectée sur 1 à 4 projets maximum.

En fonction de la nature des projets, des compléments à cette dotation garantie peuvent être obtenus auprès :

- du Conseiller Général
- de la Commission d'Arrondissement

- de la Commission Permanente

Monsieur le Maire précise que pour pouvoir prétendre à des abondements sur un projet, il faut que la commune ait mobilisée au moins 80 % de la dotation garantie sur celui-ci. En ce qui concerne la commune de Scy-Chazelles et comme cela a été expliqué lors du vote du budget 2009,

Le **Conseil Municipal**, après avoir pris connaissance de la possibilité d'adhérer au PACTE pour la période 2009-2011, et considérant la dotation garantie qui s'élève à 192 082 € et après en avoir délibéré,

❖ **autorise** le Maire à faire acte de candidature pour adhérer au Pacte 57 Aménagement.

❖ **charge** Monsieur le maire d'adresser avant le 31 décembre 2010, aux services départementaux, la présente délibération ainsi que le ou les dossiers complets.

❖ **donne** délégation à Monsieur le Maire pour signer ladite convention.

❖ **décide** de solliciter auprès du Conseil Général de la Moselle les affectations de la dotation garantie, à savoir :

Projets	Montant de la DG affectée au projet	% de la DG
Accessibilité du site départemental Robert Schuman, et Aménagement qualitatif de ses abords	163 269.70	85
Remplacement menuiseries Ecole Maternelle	9 604.10	5
Réfection Chemin du Longeau	19 208.20	10

Adopté à l'unanimité.

12) APPLICATION DU DISPOSITIF DU PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE RELATIF AU FCTVA

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire communique au Conseil Municipal les mesures du plan de relance relative au versement anticipé du fonds de compensation pour la TVA (loi n°2009-122 du 4 février 2009 de finances rectificative pour 2009).

Le dispositif du plan de relance de l'économie relatif au fonds de compensation pour la TVA, inscrit à l'article L.1615-6 du code général des collectivités territoriales permet le versement en 2009 des attributions du fonds au titre des dépenses réalisées en 2008 pour les bénéficiaires du fonds qui s'engagent, par convention avec le représentant de l'Etat, à accroître leurs dépenses d'investissement en 2009.

Cette dérogation au principe du décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense et l'attribution du FCTVA devient pérenne pour les bénéficiaires du fonds dès que les services de préfecture constateront, au 1^{er} trimestre 2010, qu'ils ont respecté leur engagement au regard des montants effectivement réalisés en 2009.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **prend acte** que le montant de référence est la moyenne des montants des dépenses réelles d'équipement réalisées pour les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007 soit 556 054 €.

- **décide** d'inscrire au budget de la commune 1 215 320 € de dépenses réelles d'équipement soit une augmentation de 118 % par rapport au montant référence déterminé par les services de l'état.

- **autorise** le Maire à conclure avec le représentant de l'Etat la convention par laquelle la commune s'engage à augmenter ses dépenses réelles d'équipement 2009 afin de bénéficier de la réduction du délai d'attribution du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008.

Adopté à l'unanimité.

13 A) LOGEMENTS COMMUNAUX

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle qu'au précédent conseil, il avait été décidé de louer à monsieur DANOIS, le logement de service (F4) dans lequel il logeait jusqu'à la prise de sa retraite au 1^{er} janvier et ce, pour un montant de 521.67 €. Loyer identique à celui de l'autre logement F4 loué dans cet immeuble.

Toutefois, suite à une erreur du calcul du loyer (indice de référence erroné) il s'avère que le loyer doit être de 502.42 €. Les deux loyers ont donc été rectifiés ainsi que le bail de Monsieur DANOIS.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **n'émet** aucune objection et prend acte de ces régularisations

Adopté à l'unanimité.

13 B) LOGEMENTS COMMUNAUX – FIXATION DU MONTANT DE PROVISIONS POUR CHARGES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe le conseil qu'il convient de revoir la répartition mensuelle des charges qui incombent aux locataires des logements communaux sis 1 rue de la Cheneau.

Les provisions sur charges étaient actuellement de 24 € par mois. En fin d'année, un calcul des charges est fait et un réajustement est fait sur l'année suivante.

Pour 2009, le montant des charges mensuelles peut être évalué à 16 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de fixer l'acompte sur charges des logements communaux à 16 € par mois à compter du 1^{er} avril prochain. Une régularisation sera faite systématiquement tous les ans.)

Adopté à l'unanimité.

14 A) MENUISERIES DE L'ECOLE ARC EN CIEL – RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'assemblée qu'un appel d'offres a été lancé dans le cadre des travaux de remplacement des menuiseries de l'école maternelle Arc en Ciel.

4 entreprises ont remis leurs offres :

Entreprises	Montant HT	Montant TTC
Menuiserie JOFFROY - Roncourt	29 179	34 898.08
Société WIEDEMANN JASALU - Metz	31 715	37 931
Menuiserie GOETZ - Bouzonville	28 500	34 086
Société ALU BADRE - Scy-Chazelles	36 352	43 476

La commission d'appel d'offres réunie le 02 mars dernier et après analyse des offres propose de retenir la Menuiserie GOETZ moins disante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

entérine la proposition de la Commission d'Appel d'Offres pour le remplacement des menuiseries de l'école Arc en Ciel, à savoir, la Menuiserie GOETZ pour un montant de 34 086 TTC.

Adopté à l'unanimité.

14 B) MENUISERIES DE L'ECOLE ARC EN CIEL – DEMANDE DE SUBVENTION A L'ADEME

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

La commune a souhaité remplacer les menuiseries de l'école maternelle Arc en Ciel par du double vitrage afin de minimiser les pertes d'énergie des locaux et ainsi améliorer le confort des élèves et des enseignants.

Le coût des travaux HT est de 28 500 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

✚ **sollicite** l'octroi d'une subvention auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

✚ **autorise** le Maire à effectuer les démarches nécessaires dans ce dossier.

Adopté à l'unanimité.

15) ATELIERS MUNICIPAUX – CONTRAT DE FOURNITURE DE GAZ NATUREL

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS informe le Conseil que le contrat de fourniture du site des Ateliers Municipaux est arrivé à échéance le 01/02/2009 et ne comporte pas de clause de tacite reconduction. En conséquence, il est nécessaire de signer un nouveau contrat. Une proposition nous a été transmise par Gaz de France. Les conditions ont été optimisées au mieux en tenant compte des opportunités que les marchés énergétiques présentent actuellement.

En fait, les contrats de fourniture de gaz antérieurs à 2004 restent inchangés et comportent une clause de tacite reconduction. Depuis cette date, les marchés de l'énergie sont ouverts à concurrence ce qui fait que les nouveaux contrats ont une durée de 3 ans reconductibles ce qui laisse le choix au client de changer de fournisseur.

Pour les ateliers municipaux, le contrat signé en 2006 arrive à terme en février 2009.

En ce qui concerne les prix, terme fixe (abonnement annuel) et prix du KWH resteront fixes pendant la durée du contrat. Les consommations des 3 premières années ont été facturées par tranche de 6 mois afin d'adapter les tarifs en fonction des volumes enregistrés réellement.

Nous sommes invités à signer le contrat sans plus tarder afin d'éviter une interruption de fourniture de gaz.

Quelques chiffres :

Les 3 premières années (2006 à 2009), prix abonnement 324 €/an et prix KWH entre 3,8 et 4,5 €/KWH

Les 3 années à venir ((2009 à 2012) prix abonnement 133,13 € HT/an et prix KWH 4,232 €/KWH

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte les termes du nouveau contrat de fourniture de gaz qui engage la Commune de 2009 à 2012.

Adopté à l'unanimité.

16) MODIFICATION DES TARIFS DE LA BIBLIOTHEQUE

Rapporteur : Madame DILLER

Madame DILLER explique que les droits d'inscription à la bibliothèque sont inchangés depuis 2001.

Suite à l'Assemblée Générale de l'association LIRE A SCY qui s'est tenue le 19 mars dernier, il est proposé d'appliquer à compter du 1^{er} septembre 2009 une augmentation de 0.50 €.

TARIFS TOUT PUBLIC 2008

<u>Habitants de Scy-Chazelles</u>	
Moins de 16 ans	2,50 €
Plus de 16 ans	4,50 €

<u>Autres communes</u>	
Moins de 16 ans	3,50 €
Plus de 16 ans	7,00 €

TARIFS PROPOSES AU 1^{ER} SEPT 2009

<u>Habitants de Scy-Chazelles</u>	
⇒	3,00 €
⇒	5,00 €

<u>Autres communes</u>	
⇒	4,00 €
⇒	7,50 €

Rappel :

- ✓ La cotisation à l'association Lire à Scy de 0,50 € est comprise dans le tarif et reste inchangée pour 2009
- ✓ Les jeunes de moins de 16 ans sont membres de droit de l'Association Lire à Scy et à ce titre n'acquittent pas de cotisation.

TARIFS SCOLAIRES

L'inscription à la bibliothèque des enfants scolarisés à Scy-Chazelles est acquittée par les établissements scolaires et permet un accès libre à la bibliothèque en temps scolaire et hors temps scolaire.

IL EST PROPOSE DE PORTER CES TARIFS DE :

⇒ 1,22 € A 1,50 € APPLICABLE AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2009

Rappel :

- ✓ A l'entrée en sixième, la bibliothèque offre aux enfants qui ont été scolarisés à Scy-Chazelles leur inscription pour leur première année au collège.

IMPRESSIONS

IL EST PROPOSE DE PORTER LE TARIF DES IMPRESSIONS EN NOIR ET BLANC DE :

⇒ 0,15 € A 0,20 € A COMPTER DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2009

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

entérine les tarifs énoncés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

17) CHEMIN DU LONGEAU – ACCEPTATION OFFRE DE CONCOURS

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Dans le cadre de l'aménagement du Chemin du Longeau, Monsieur NICOLAY rappelle que lors du dernier conseil, l'Assemblée avait donné un accord de principe à la proposition de Monsieur BOMBARDIER, à savoir : sa participation au coût supplémentaire des travaux engendrés par le rabaissment de la chaussée de 20 cm au niveau de son habitation soit 8 962.22 € TTC.

A notre demande, Monsieur BOMBARDIER a déposé une offre de concours dans laquelle il stipule que ladite somme sera versée en trois fois. 15 % à la date de l'acceptation de l'offre de concours par le conseil municipal, 50 % versés à la fin des travaux et les 35% restants versés trente jours à compter de la fin des travaux.

Monsieur NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir accepter cette offre.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** l'offre de concours faite par Monsieur BOMBARDIER d'un montant de 8 962.22 € ainsi que l'étalement du versement comme susdit.

Adopté à l'unanimité.

18) DELEGUE AU SYNDICAT DE VOIRIE DE METZ CENTRE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil de la démission de Monsieur LORANG de son poste de délégué de la commune au Syndicat de Voirie de Metz Centre pour des raisons professionnelles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

élit

Monsieur Jean BRABLE Conseiller délégué,

comme délégué de la Commune après du Syndicat de Voirie de Metz Centre.

Adopté à l'unanimité.

19) COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES – DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA COMMUNE A LA CA2M

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande de la CA2M de désigner un représentant de la commune à la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

désigne Monsieur Jacques STRAUB, Maire

comme représentant de la Commune à la Commission locale d'évaluation des transferts de charges de la CA2M.

Adopté à l'unanimité.

20 A) AMENAGEMENT DES JARDINS FAMILIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL

Rapporteur : Madame PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune d'aménager un premier groupe d'une vingtaine de jardins familiaux sur des terrains communaux dès cette année, un second groupe sera aménagé les années suivantes.

La zone aménageable d'une surface d'environ 1,6 hectares est située en zone « des Coteaux » de la ZPPAUP (Non constructible au POS) et est d'accès facile puisque desservie par un chemin carrossable. Elle est située au cœur de la zone des coteaux en direction de Lessy, zone en friches actuellement.

Le but de la commune est de réhabiliter les coteaux sigéo-castellois délaissés et envahis par des friches qui dévalorisent les vues lointaines vers et depuis le village, de mettre en valeur ses espaces naturels et de favoriser les promenades par la réhabilitation ou la création de chemins dans cette zone tout en respectant les contraintes environnementales.

Les premiers travaux de nettoyage de la zone ont commencé (il s'agissait d'une ancienne décharge verte). Toutefois, les travaux à venir tel que le dessouchage ou l'abattage de quelques grumes ou taillis ne se feront qu'après la période de nidification ou de reproduction des espèces peuplant le milieu. Le « reboisement » sera fait d'après une étude établie par la LPO (copie jointe au dossier).

Coût estimé des travaux pour cette tranche : 59 776 € HT

Le conseil régional sera sollicité pour une subvention à hauteur de 30 % des dépenses subventionnables ainsi que d'autres organismes à hauteur totale de 10 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **sollicite** de Monsieur le Prédésident du Conseil général une subvention au titre du PACTE – ENVIRONNEMENT.

→ **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune

Adopté à l'unanimité.

20 B) AMENAGEMENT DES JARDINS FAMILIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL REGIONAL

Rapporteur : Madame PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune d'aménager un premier groupe d'une vingtaine de jardins familiaux sur des terrains communaux dès cette année, un second groupe sera aménagé les années suivantes.

La zone aménageable d'une surface d'environ 1,6 hectares est située en zone « des Coteaux » de la ZPPAUP (Non constructible au POS) et est d'accès facile puisque desservie par un chemin carrossable. Elle est située au cœur de la zone des coteaux en direction de Lessy, zone en friches actuellement.

Le but de la commune est de réhabiliter les coteaux sigéo-castellois délaissés et envahis par des friches qui dévalorisent les vues lointaines vers et depuis le village, de mettre en valeur ses espaces naturels et de favoriser les promenades par la réhabilitation ou la création de chemins dans cette zone tout en respectant les contraintes environnementales.

Les premiers travaux de nettoyage de la zone ont commencé (il s'agissait d'une ancienne décharge verte). Toutefois, les travaux à venir tel que le dessouchage ou l'abattage de quelques grumes ou taillis ne se feront qu'après la période de nidification ou de reproduction des espèces peuplant le milieu. Le « reboisement » sera fait d'après une étude établie par la LPO (copie jointe au dossier).

Coût estimé des travaux pour cette tranche : 59 776 € HT

Le Conseil Général sera sollicité pour une subvention à hauteur de 40 % des dépenses subventionnables ainsi que d'autres organismes à hauteur totale de 10 %.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, ,

- **sollicite** de Monsieur le Président du Conseil Régional une subvention de 17 932 € (30 %)
- **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune

Adopté à l'unanimité.

20 C) AMENAGEMENT DES JARDINS FAMILIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION AU FEDER

Rapporteur : Madame PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune d'aménager un premier groupe d'une vingtaine de jardins familiaux sur des terrains communaux dès cette année, un second groupe sera aménagé les années suivantes.

La zone aménageable d'une surface d'environ 1,6 hectares est située en zone « des Coteaux » de la ZPPAUP (Non constructible au POS) et est d'accès facile puisque desservie par un chemin carrossable. Elle est située au cœur de la zone des coteaux en direction de Lessy, zone en friches actuellement.

Le but de la commune est de réhabiliter les coteaux sigéo-castellois délaissés et envahis par des friches qui dévalorisent les vues lointaines vers et depuis le village, de mettre en valeur ses espaces naturels et de favoriser les promenades par la réhabilitation ou la création de chemins dans cette zone tout en respectant les contraintes environnementales.

Les premiers travaux de nettoyage de la zone ont commencé (il s'agissait d'une ancienne décharge verte). Toutefois, les travaux à venir tel que le dessouchage ou l'abattage de quelques grumes ou taillis ne se feront qu'après la période de nidification ou de reproduction des espèces peuplant le milieu. Le « reboisement » sera fait d'après une étude établie par la LPO (copie jointe au dossier).

Coût estimé des travaux pour cette tranche : 59 776 € HT

Les conseils régional et général seront sollicités pour des subventions respectives de 30 % et 40 % des dépenses subventionnables.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

sollicite de Monsieur le Prédisent du Conseil général une subvention au titre du FEDER

précise que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune

Adopté à l'unanimité.

20 D) AMENAGEMENT DES JARDINS FAMILIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION A LA FONDATION DE FRANCE

Rapporteur : Madame PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune d'aménager un premier groupe d'une vingtaine de jardins familiaux sur des terrains communaux dès cette année, un second groupe sera aménagé les années suivantes.

La zone aménageable d'une surface d'environ 1,6 hectares est située en zone « des Coteaux » de la ZPPAUP (Non constructible au POS) et est d'accès facile puisque desservie par un chemin carrossable. Elle est située au cœur de la zone des coteaux en direction de Lessy, zone en friches actuellement.

Le but de la commune est de réhabiliter les coteaux sigéo-castellois délaissés et envahis par des friches qui dévalorisent les vues lointaines vers et depuis le village, de mettre en valeur ses espaces naturels et de favoriser les promenades par la réhabilitation ou la création de chemins dans cette zone tout en respectant les contraintes environnementales.

Les premiers travaux de nettoyage de la zone ont commencé (il s'agissait d'une ancienne décharge verte). Toutefois, les travaux à venir tel que le dessouchage ou l'abattage de quelques grumes ou taillis ne se feront qu'après la période de nidification ou de reproduction des espèces peuplant le milieu. Le « reboisement » sera fait d'après une étude établie par la LPO (copie jointe au dossier).

Coût estimé des travaux pour cette tranche : 59 776 € HT

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **sollicite** de Monsieur le Président de la Fondation de France l'octroi d'une subvention.

➤ **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune

Adopté à l'unanimité.

20 E) AMENAGEMENT DES JARDINS FAMILIAUX – DEMANDE DE SUBVENTION A L'AGENCE DE BASSIN RHIN MEUSE

Rapporteur : Madame PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune d'aménager un premier groupe d'une vingtaine de jardins familiaux sur des terrains communaux dès cette année, un second groupe sera aménagé les années suivantes.

La zone aménageable d'une surface d'environ 1,6 hectares est située en zone « des Coteaux » de la ZPPAUP (Non constructible au POS) et est d'accès facile puisque desservie par un chemin carrossable. Elle est située au cœur de la zone des coteaux en direction de Lessy, zone en friches actuellement.

Le but de la commune est de réhabiliter les coteaux sigéo-castellois délaissés et envahis par des friches qui dévalorisent les vues lointaines vers et depuis le village, de mettre en valeur ses espaces naturels et de favoriser les promenades par la réhabilitation ou la création de chemins dans cette zone tout en respectant les contraintes environnementales.

Les premiers travaux de nettoyage de la zone ont commencé (il s'agissait d'une ancienne décharge verte). Toutefois, les travaux à venir tel que le dessouchage ou l'abattage de quelques grumes ou taillis ne se feront qu'après la période de nidification ou de reproduction des espèces peuplant le milieu. Le « reboisement » sera fait d'après une étude établie par la LPO (copie jointe au dossier).

Coût estimé des travaux pour cette tranche : 59 776 € HT

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➔ **sollicite** l'Agence Rhin-Meuse pour l'octroi d'une subvention.

➔ **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune

Adopté à l'unanimité.

21) ACHAT DE TERRAIN

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY porte à la connaissance de l'Assemblée d'un courrier en date du 23 février dernier émanant de Monsieur et Mme DELAITRE propriétaires d'une partie d'un chemin débouchant sur le chemin des Grandes Vignes (section 4 n°229) dans le prolongement d'un chemin communal (section 4 n°177).

Ces derniers demandent à la commune de bien vouloir acquérir cette partie de chemin à l'euro symbolique.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

accepte le transfert de propriété au profit de la Commune de la parcelle section 4, n° 229 à l'euro symbolique

Adopté à l'unanimité.

22) CREATION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE SUR TERRAIN PRIVE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil que la commune avait décidé d'aménager un chemin piétonnier à l'arrière des maisons sises Rue En Prille côté impair et qui emprunterait l'ancienne voie ferrée. Une bande d'environ 2 m 50 de large appartient déjà à la commune mais ne possède pas de sortie sur la voie de la Liberté.

Un rendez vous a donc été pris l'an passé avec M. PERRIN Gérard, propriétaire de la parcelle cadastrée section 9 n°111 sur laquelle sont stationnés actuellement les véhicules du garage BECK (bail de location). Il a été proposé à Monsieur PERRIN de bien vouloir inscrire sur son terrain une servitude de passage d'une largeur de 2m qui permettrait ainsi l'ouverture du chemin communal sur la Voie de la Liberté.

M. PERRIN donne un accord de principe sur l'inscription de cette servitude dans la mesure où la commune matérialise et aménage de façon modérée le futur passage et demande en contrepartie à ce qu'il lui soit octroyé une indemnité. La commune a donc saisi le Service France Domaines afin d'avoir une estimation du montant de l'indemnité. Il donne lecture du courrier en retour qui estime que celle-ci peut être fixée à 1 800 €. Il précise que cette indemnité est due une seule et unique fois.

M. PERRIN a été averti téléphoniquement et a accepté cette somme.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de verser la somme de 1 800 € en contrepartie de l'inscription d'une servitude de passage au nom de la Commune sur le terrain de Monsieur PERRIN cadastré section 9, n°111.

Adopté à l'unanimité.

23) PARTICIPATION POUR NON REALISATION D'AIRE DE STATIONNEMENT (REACTUALISATION) – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE rappelle à l'Assemblée brièvement en quoi consiste cette participation.

Il s'agit d'un prélèvement facultatif au bénéfice des communes qui est instauré par le conseil municipal. L'exigibilité de la participation pour non réalisation d'aires de stationnement résulte de l'impossibilité technique, pour les pétitionnaires, de réaliser un nombre de places de stationnement en conformité avec les prescriptions des documents d'urbanisme sur le terrain d'assiette de la construction ou dans son environnement immédiat.

Le pétitionnaire doit verser cette participation dans un délai d'un an qui suit la notification du titre de recette par l'ordonnateur de la commune. Le produit de cette participation doit être affecté à la réalisation de parcs

publics de stationnement. Elle est restituée si la commune ne l'a pas affectée dans un délai de 5 ans à compter du paiement.

Le montant dû sur la commune est de 6 079,96 €. (DCM du 26 janvier 1995). Il n'a jamais été revalorisé depuis.

M. BRABLE précise que ce point a été évoqué lors de la Commission Urbanisme de ce jour. Il porte à la connaissance du Conseil les différents montants pratiqués dans les communes avoisinantes (16 communes). Ils varient entre 2 300 € et 15 600 €.

La Commission d'Urbanisme propose de porter la taxe à 10 000 € par place de stationnement manquante et de revaloriser chaque année cette participation en fonction du dernier indice du coût de la construction connu.

Il précise que cette taxe n'est utile que si elle a un montant dissuasif qui oblige le pétitionnaire à prévoir des emplacements.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **fixe** le montant de la taxe pour non réalisation d'une aire de stationnement sur le terrain d'assiette d'une construction ou dans son environnement immédiat à 10 000 €.

❖ **décide** de revaloriser chaque année cette participation en fonction du dernier indice du coût de la construction connu.

Adopté à l'unanimité.

24) NAVETTE TCRM – ROTATION SUPPLEMENTAIRE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire évoque son entretien avec les services de la CA2M concernant, entre autres, les dessertes de la Commune par les navettes TCRM.

Une rotation supplémentaire à 11 h 30 est à l'étude et pourrait voir le jour dans le courant de l'année 2009.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

donne un avis très favorable à la mise en place de cette rotation supplémentaire.

Adopté à l'unanimité.

25) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain	section 8	n°277/170	chemin des Mages
Immeuble	section 1	n°244 et n°245	rue de l'Esplanade
Terrains	section 9,	n°443/93 - 448/93 – 449/93 – 450/93 - 451/93 – 445/93 – 378/93 – 372/93	
		444/93 – 341/93 – 377/93 – 371/93 – 376/93 – 370/93 – 435/93	

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

26) RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT 2007

Rapporteur : Monsieur QUINIO

Monsieur QUINIO rappelle que la CA2M a délégué à HAGANIS la collecte et l'épuration des eaux usées et résiduaires (unitaires), prestations qui sont financées par la redevance d'assainissement prélevée à raison de 1,23 € par m3 d'eau potable consommée.

Les services de la CA2M assurent la programmation et la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement (études ou travaux) concernant les réseaux d'eaux pluviales à l'exception des travaux réalisés sur les collecteurs unitaires. L'entretien et la maintenance (et l'exploitation) des réseaux et ouvrages pluviaux est confié à HAGANIS qui dispose des personnels et outils techniques nécessaires pour accomplir cette mission moyennant le versement d'une participation qui s'élevait en 2007 à 1 602 324,04 € TTC pour la première et à 422 000 € TTC pour la seconde.

Il informe que, pour les personnes désireuses d'en savoir plus, le document est disponible en Mairie et consultable.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

prend acte du rapport susdit.

27) RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS 2007

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Rappel de l'organisation des services

CA2M

- ✦ Collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR) sur les 40 communes
- ✦ Distribution des sacs de collecte dans toutes les communes de la CA2M sauf la ville de Metz

SOMERGIE

- ✦ distribue les sacs sur Metz
- ✦ gère les déchetteries
- ✦ assure la collecte du verre (apport volontaire)
- ✦ gère l'aire de stockage des déchets verts

(la CA2M a rémunéré SOMERGIE à hauteur de 3,6 M€ en 2007, soit + 3 % /2006)

HAGANIS (assure l'exploitation de 2 domaines)

- ✦ Traitement des déchets
- ✦ Assainissement

Pour le traitement des déchets, HAGANIS procède

- ✦ au tri des matériaux et emballages à recycler
- ✦ à la valorisation énergétique des déchets non recyclables

(la CA2M a versé à HAGANIS 8,3 M€ en 2007, soit +7,51 %/2006) = tonnage et coût de traitement à la tonne

Activité et éléments marquants en 2007

La CA2M

- a repris la collecte des OMR de Fey et Marieulles
- constaté une > des tonnages hors Metz des emballages ménagers et papiers en sacs de tri
- constaté une < des tonnages des OMR et des encombrants collectés à domicile
- constaté une > des coûts du service (sacs + 23,77% - traitements versés à Haganis et Somergie)

La SEM SOMERGIE

- a procédé à l'installation de 21 bornes enterrées sur 7 points (grand projet de ville)
- engagé une assignation en référé : litige avec le constructeur des serres de compostage
- constaté une > des tonnages de verre, journaux et emballages
- constaté une < des tonnages de verre sur la ville de Metz
- réalisé des opérations de sensibilisation au tri : écoles FIM etc.

la Régie HAGANIS

- a initié des contrôles de qualité des épurations des fumées
- a mis en place un plan technique décennal de renouvellement et de grosses réparations
- recruté une nouvelle équipe de tri
- renouvelé ses certifications ISO 9001 et ISO 14001
- assuré la livraison de 306 522 tonnes de vapeur à l'UEM (= 18 560 tonnes de pétrole)
- assuré le traitement des produits résiduels produits par les 2 fours de 8 tonnes/heure

Perspectives

Le Grenelle de l'environnement prévoit un certain nombre d'objectifs à atteindre d'ici 2015 quant à la réduction de production de déchets ménagers, entre autres.

Rechercher des solutions dans divers secteurs afin d'optimiser et de réduire les coûts de service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la CA2M.

28) RAPPORT D'ACTIVITE DE LA CA2M 2007**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire fait brièvement le bilan de l'année 2007 de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole.

Au 1^{er} janvier 2007, 40 communes composaient la CA2M dont FEY et MARIEULLES VEZON, les dernières arrivées, soit 230 000 habitants.

Le Compte administratif 2007 fait apparaître la somme de 169,6 M€ en recettes et 164,7 M€ en dépenses.

Actions de la CA2M**➔ Développement économique et touristique**

⇒ Développement économique : promotion du territoire auprès d'investisseurs potentiels, soutien à la création d'entreprises, financement d'organismes d'accueil et d'animation. Budget : 3,2 M€

⇒ Enseignement supérieur et recherche : proposition de conditions d'études et de cursus attractifs aux étudiants et de conditions favorables aux chercheurs. Budget : 1,5 M€.

⇒ Tourisme : développement des zones touristiques comme le St Quentin. Budget 365 000 €

➔ Aménagement de l'Espace

⇒ Création et suivi des zones d'aménagement : quartier de l'Amphithéâtre, extension du Technopôle. Budget : 4 M€.

⇒ Transports et déplacements : détermination des lignes de bus, des fréquences de rotation, des arrêts etc. Budget : 33,6 M€

⇒ Urbanisme : instruction du droit des sols, instruction des autorisations liées au droit des sols (PC, DP etc) pour le compte des communes membres. Budget : 512 000 €

⇒ Archéologie préventive. Budget : 1 M€

⇒ Habitat et cohésion sociale : favoriser l'équilibre social de l'habitat (soutien au logement, programme local de l'habitat. Budget : 4,43 M€.

⇒ Infrastructures et réseaux. Budget : 10,49 M€

➔ **Environnement et cadre de vie (162 agents)**

⇒ Elimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés, entretien du réseau d'évacuation des eaux pluviales etc.

⇒ Service de lutte contre l'incendie (subvention de 7,53 M€)

⇒ Fourrière animale : 159 animaux entrés à la fourrière.

➔ **Equipements culturels**

⇒ Musées de la Cour d'Or. Budget 815 000 €

⇒ Opéra théâtre de Metz. Budget 3 M€

⇒ Conservatoire à rayonnement régional « Gabriel Pierné ». Budget 553 000 €

⇒ Ecole supérieure d'art de Metz. Budget 382 000 €

⇒ Centre Pompidou Metz (coût 60 M€)

29) DIVERS

Monsieur DHIOS communique :

- **Bulletin municipal** : le calendrier de conception du n° 42 devrait être respecté avec distribution 1^{ère} semaine de mai.
- **Conseils de quartiers** : SCY-HAUT – réunion le 1^{er} avril 2009
SCY-BAS secteur ouest – réunion le 22 avril 2009
SCY-BAS secteur est – réunion le 24 avril 2009.

Un rappel de leur fonctionnement a été mis sur le site Internet en « flash info ».

- **Site Internet** : les mises au point consécutives au transfert sont quasiment terminées, il reste quelques points de détail à régler.

La séance est levée à 23 h 20

SCY-CHAZELLES, le 8 avril 2009

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB